



Dites-le avec des fleurs !

Éthique et durabilité dans la floriculture

Travailleuse équatorienne dans l'industrie florale © Sean Garrison pour Fairtrade International

En 2007, le ministre britannique de la Coopération internationale, Hilary Benn, exhortait les consommateurs à privilégier les roses en provenance du Kenya plutôt que les fleurs néerlandaises cultivées en serres. Il avançait plusieurs arguments : c'est meilleur pour l'environnement, propice à l'emploi et aux opportunités de développement dans le pays.

Mais est-ce vraiment le cas ? Dans quelle mesure les fleurs cultivées dans le Sud le sont-elles de façon durable et dans de bonnes conditions de travail ? Et qu'en est-il du commerce équitable dans cette filière ?

Délocalisation

« Nederland bloemenland » (« La Hollande, pays des fleurs ») est un slogan à moitié vrai, car si les deux tiers du commerce européen de plantes ornementales transitent toujours par les ventes publiques de fleurs aux Pays-Bas, depuis les années 1990, les fleurs proviennent de plus en plus fréquemment d'Afrique orientale. En 2010, nos voisins du Nord ont ainsi importé quelque trois milliards de roses du Kenya, majoritairement destinés à l'exportation dans le reste de l'Europe.

Les pays situés autour de l'équateur possèdent de solides atouts pour la culture des fleurs coupées : douze heures d'ensoleillement par jour, suffisamment de pluie et des températures idéales. Ajoutez-y le faible coût de la main-d'œuvre et la disponibilité de moyens de transport modernes, et vous comprendrez aisément pourquoi il est économiquement rentable de cueillir aujourd'hui des fleurs dans une « ferme » kényane, puis de les vendre après-demain chez un fleuriste situé à 7.000 km.

Le Kenya en tête de course

Lorsqu'on analyse l'importance prise par l'industrie florale dans l'économie des pays d'Afrique orientale, force est de constater qu'Hilary Benn marque un point. Pendant des années, ce secteur a connu une progression annuelle de 20 % au Kenya. Aujourd'hui, les fleurs y représentent plus de 10 % des exportations totales et occupent la seconde place après le thé.

Les plantations de fleurs emploient des dizaines de milliers de jeunes femmes et des centaines de milliers de personnes dépendent indirectement de ce secteur. Cela confère au pays sa position de chef de file, néanmoins talonné par l'Éthiopie, l'Ouganda et la Tanzanie.

De l'autre côté de l'océan Atlantique, la situation est comparable, avec cette fois l'Équateur et la Colombie comme principaux producteurs, à destination du marché américain.

Embellissement de la réalité ?

Dans quelle mesure les roses kényanes sont-elles durables ? Différents scientifiques ont calculé que les émissions de CO₂ générées par la production de roses kényanes, transport compris, étaient nettement inférieures à celles dégagées pour chauffer les serres aux Pays-Bas. Pat Thomas, journaliste à The Ecologist, nuance cependant cette affirmation : « Des calculs trop réducteurs des taux de CO₂ ne tiennent pas compte de tous les éléments. Il faut tout d'abord prendre en compte l'ensemble du cycle de vie des fleurs, en ce compris l'énergie fossile consommée pour leur culture, les engrais, les pesticides et la réfrigération, mais aussi le méthane produit par la décomposition des fleurs fanées. Deux autres éléments importants font par ailleurs douter, à raison, de l'aspect écologique d'une rose cultivée au Kenya : la consommation gigantesque de pesticides et d'eau. »

La floraison d'une rose implique de tenir à l'écart tout champignon et bactérie. L'industrie florale recourt dès lors massivement à des pesticides chimiques. De surcroît, la législation en vigueur dans les pays africains étant bien souvent à la traîne, ces pays utilisent des pesticides bannis d'Europe depuis belle lurette, comme le DDT ou encore le bromure de méthyle. Puisque les fleurs ne sont pas des denrées alimentaires, elles font l'objet d'un contrôle moins strict. Au Kenya et en Éthiopie, les travailleuses sont peu formées à l'usage correct de produits chimiques. Les plaintes pour problèmes de santé y sont légion.



Les vêtements de protection sont nécessaires
© Kenian Flower Farm Research Project

Et pour couronner le tout, la culture de fleurs coupées engloutit les réserves d'eau. Le Kenya et l'Éthiopie n'étant pas particulièrement réputés pour leurs grandes ressources hydriques, Pat Thomas s'interroge plus encore sur l'impact écologique d'un produit de luxe non comestible cultivé uniquement à des fins d'exportation : « La floriculture kényane est essentiellement localisée autour du lac Naivasha, dans le sud-ouest du pays. Cet énorme lac d'eau douce représente une source d'eau vitale. Il abrite par ailleurs des hippopotames, flamands roses et autres espèces animales. Depuis que la floriculture y a pris ses quartiers, la population y est passée de 6.000 à 240.000 personnes. Le niveau du lac s'est réduit de moitié, l'eau est polluée – suite à l'usage de pesticides et à l'écoulement des eaux usées de la ville de Naivasha – et la biodiversité est en danger. L'industrie florale se rend, elle aussi, compte que des mesures doivent être prises, sans quoi la région file droit vers une catastrophe écologique. »

Plus-value sociale ?

Si la floriculture génère bon nombre d'emplois, elle ne garantit pas nécessairement la qualité de ceux-ci. L'ONG néerlandaise HIVOS, qui a lancé la campagne Power of the Fair Trade Flower en 2013, résume les nombreux rapports et enquêtes portant sur les conditions de travail dans le secteur floral : « La majorité des tâches dans les fermes de fleurs sont effectuées par de jeunes femmes. Ces dernières sont prisées pour la délicatesse de leur travail, une qualité nécessaire pour manipuler ce produit fragile. Mais les femmes constituent aussi et surtout une main-d'œuvre bon marché. Elles effectuent du travail non qualifié pour un salaire de misère. Elles n'ont que peu, voire aucun accès à la connaissance et à l'éducation, et donc aucune perspective de développement personnel. Comme il n'est bien souvent nullement question d'emplois permanents, les contrats temporaires les rendent particulièrement vulnérables. De plus, les cas d'exploitation et d'abus sexuels sont nombreux. Quant à leur santé, elle est menacée par l'utilisation sans précaution de produits chimiques. »

Et lorsqu'on examine les faits concrets, la situation est encore plus interpellante : « Les patrons réclament des faveurs sexuelles en échange d'une prolongation de contrat ou d'une journée de congé. Toute femme sous contrat temporaire perd systématiquement son emploi en cas de grossesse. Quant aux collaboratrices sous contrat permanent, il leur est demandé de prendre des jours de vacances plutôt qu'un congé de maternité. Mais c'est surtout l'état de santé de bon nombre de travailleuses qui préoccupe : maux de tête, vertiges et fatigue constituent la règle plutôt que l'exception. Quant au taux de fausses couches, il est anormalement élevé. Et enfin, les équipements de protection sont une denrée assez rare. »

En haute saison, les journées de travail peuvent durer 16 heures. A contrario, la rémunération, elle, est faible. Le salaire minimum dans le secteur agricole au Kenya s'élève à 1,25 euro par jour. En Tanzanie, il est de 0,96 euro et en Éthiopie, encore moins élevé. L'Ouganda, n'a pour sa part aucun salaire minimum.



Des roses de Tanzanie © Max Havelaar Suisse

Prolifération de labels

De nombreuses personnes du secteur se rendent compte qu'en dépit de la concurrence féroce, la situation doit changer. En 1999 déjà, l'organisation internationale de tutelle des marchands de fleurs avait pris l'initiative de lancer une norme mondiale incluant des critères sociaux et écologiques. Cette initiative s'est soldée en 2006 par l'apparition d'un label européen pour les consommateurs, Fair Flowers Fair Plants (FFP), géré par une fondation aux Pays-Bas. Ce label n'est toutefois pas parvenu à s'imposer et est essentiellement utilisé pour les fleurs cultivées en Europe. Des normes internationales de type business-to-business, telles que MPS-ABC, GLOBALGAP et Ethical Trading Initiative, sont parfois utilisées en parallèle et on trouve aussi sur le marché des fleurs portant le label écologique EKO. Quant aux supermarchés britanniques, ils exhibent leurs propres labels privés. Dans le Sud aussi, on a pris conscience de l'importance de rehausser l'image de marque du secteur ; c'est pourquoi le Kenya Flower Council a rédigé un code de conduite et qu'Asocolflores en Colombie a produit une norme Florverde.

Afin de mettre un terme à cette prolifération de labels et de répondre à la demande des ONG et consommateurs d'une plus grande éthique dans la filière, le secteur a lancé, début 2013, l'initiative FSI (Floriculture Sustainability Initiative), en y impliquant des ONG. L'objectif de cette initiative est très ambitieux : d'ici 2020, 90 % des fleurs et plantes en pot commercialisées à l'échelon international devront être issues de cultures durables. À cet égard, la FSI entend surtout améliorer la collaboration au sein du secteur, pour dégager une vision commune de la notion de durabilité. Jeroen Oudheusden, Coordinateur de programme FSI : « Avec tous ces labels, tout le monde en perd son latin. L'objectif n'est certes pas d'en créer un nouveau, mais bien de mettre au point un instrument rassemblant les différents labels, afin que les cultivateurs et les marchands s'y retrouvent enfin. Celui-ci doit être plus transparent et se fonder sur des faits. Nous souhaitons aussi diffuser des informations sur les meilleures pratiques en matière d'utilisation des ressources hydriques, d'usage de pesticides, de respect des droits humains et de transport respectueux de l'environnement. »

Fleurs Fair Trade

Les critères Fairtrade applicables au secteur floral incluent entre autres les points suivants :

- Les travailleurs décident de l'affectation de la prime Fairtrade (10 % en plus du prix final).
- L'interdiction du travail forcé et du travail des enfants de moins de 15 ans.
- Le droit de s'organiser en syndicats et de conclure des Conventions collectives de travail (CCT).
- Les salaires doivent au minimum être équivalents à la moyenne régionale ou au salaire minimum légal.
- Toute une série de mesures de sécurité et de santé censées limiter l'utilisation d'engrais et de pesticides.

Fleurs équitables

En 2001, les grandes surfaces suisses COOP et Migros ont sondé Max Havelaar Suisse concernant les possibilités de commercialiser des fleurs équitables. Fairtrade International (FLO) s'est alors mise au travail et, en 2004, les premiers bouquets labellisés Fairtrade étaient vendus dans le pays. Depuis lors, le nombre de plantations certifiées s'élève à plus de 50, réparties dans 17 pays, principalement au Kenya, en Tanzanie et en Équateur. En Belgique, on retrouve essentiellement ces fleurs équitables dans les supermarchés Delhaize et Carrefour.



Les fleurs sont prêtes pour le transport
© Kenian Flower Farm Research Project

Impact du commerce équitable

Le Center for Evaluation (CEval) a publié en 2012, pour le compte des membres suisses et allemands de Fairtrade International, une étude d'impact consacrée au commerce équitable. Cette étude s'est penchée tant sur les petits cacaoculteurs d'Afrique occidentale que sur les plus grandes fermes de fleurs d'Afrique orientale. Le rapport final affirme que les conditions de travail sont sensiblement meilleures dans les plantations Fairtrade que dans les entreprises environnantes, principalement en termes de santé et de sécurité, de formation et de genre. Alors que dans le secteur, le pourcentage de contrats permanents ne s'élève qu'à 20 %, il atteint 85 % dans les plantations certifiées.

La prime Fairtrade est allouée à des projets bénéfiques tant pour les travailleurs que pour la communauté dans son ensemble. Ainsi, chez Finlay Flowers à Kericho, la prime a été dépensée dans la formation d'enseignants et l'achat de matériel scolaire. Quant à l'Oserian Flower Farm, à proximité de Naivasha, elle a investi la prime dans un centre de formation, une campagne contre le sida, un séminaire sur la violence domestique et l'achat d'un bus.

Les plantations certifiées sont également beaucoup plus attentives aux aspects environnementaux. Ainsi, la Longonot Farm, dans la région de Naivasha, est très active sur le plan du recyclage de l'eau et celui de l'hydroélectricité. La certification de diverses plantations en Éthiopie s'est d'emblée soldée par le bannissement de 90 des 120 produits chimiques utilisés.

Salaire et syndicat

Il ressort du rapport que la rémunération est légèrement supérieure dans les fermes certifiées. 64 % des travailleurs sont capables d'épargner un peu d'argent, contre 51 % dans d'autres plantations. D'autres études, comme celle de

Gardmann, Leipold et Morgante, et celle de Nicky Caestecker, démontrent par contre que le salaire demeure une pierre d'achoppement, aussi dans les plantations certifiées. Les salaires y sont certes le plus souvent un peu plus élevés que le minimum légal, conformes aux critères du commerce équitable, mais ils permettent à bien peu de travailleurs de nouer les deux bouts et de faire évoluer leur niveau de vie. Un comble pour un commerce qui se veut équitable.

Les auteurs des études précitées abordent aussi en détail les critiques parfois entendues concernant le commerce équitable, à savoir qu'il entraverait le fonctionnement des syndicats. Le nombre de personnes affiliées à des syndicats n'est bien souvent pas plus élevé dans les plantations certifiées que dans d'autres. Les travailleurs interviewés indiquent être déjà satisfaits d'avoir leur mot à dire au sein de l'organisme mixte (travailleurs et employeur) et ne pas vraiment voir la plus-value d'un syndicat. Quoi qu'il en soit, le commerce équitable garantit une structure organisationnelle plus démocratique, tout en agissant comme une sorte

de best practice induisant une pression accrue sur les autres plantations afin que les choses évoluent positivement.

« Force est de constater que si le commerce équitable a indéniablement renforcé la lutte des syndicats », nous confie Nicky Caestecker, « il pourrait aller plus loin encore. Des changements fondamentaux ne pourront avoir lieu que lorsque les syndicats occuperont une position suffisamment forte pour leur permettre d'imposer des Conventions collectives de travail (CCT) et des augmentations salariales dans les plantations. Ou lorsque l'État kényan aura entrepris les démarches pour augmenter le salaire minimum légal. » À cela s'ajoute, selon Leipold et Morgante, la responsabilité du consommateur : « Ces dernières années, les acheteurs présents sur plusieurs marchés européens ont de plus en plus fréquemment opté pour des fleurs durables ou équitables. Cette attitude a, au Kenya notamment, déjà engendré une certaine pression à bannir certaines dérives. Et si ce processus se poursuit, cela pourrait lentement aiguiller l'ensemble du secteur sur la bonne voie. »

Trade for Development Centre
février 2014



Une rose équitable équatorienne © Didier Gentilhomme pour Fairtrade International

E.F: Carl Michiels, CTB Rue Haute 147, 1000 Bruxelles



Les opinions exposées dans cet article ne représentent pas forcément celles de la CTB ou de la Coopération belge au Développement.

Sources et plus d'info

Pat Thomas, *Behind the Label: cut flowers*, 2009: www.theecologist.org/green_green_living/behind_the_label/302429/behind_the_label_cut_flowers.html.
HIVOS, *Position Paper Power of the Fair Trade Flower*, 2013: www.powerofthefairtradeflower.nl.
Fair Flowers. The Journey of the Rose. People, planet, profit. Special 2013: www.p-plus.nl/resources/articlefiles/PHIVOSroses.pdf.
FFP : www.fairflowersfairplants.com
MPS-ABC : www.my-mps.com
GLOBALGAP : www.globalgap.org
ETI : www.ethicaltrade.org
FSI (Floriculture Sustainability Initiative): www.fsi2020.com
FLO : www.fairtrade.net/flowers.html
Rapport CEval :
http://www.fairtrade.org.uk/press_office/press_releases_and_statements/february_2013/impact_of_fairtrade_in_the_flower_sector.aspx.
Kristina Gårdman, *Fairtrade and Human Rights in the Kenyan Cut Flower Industry*, Université de Lunds, 2008 : <http://lup.lub.lu.se/luur/download?func=downloadFile&recordId=1315678&fileId=1316212>.
Bruno Leipold et Francesca Morgante, *The Impact of the Flower Industry on Kenya's Sustainable Development*, International Public Policy Review, juin 2013 : <http://www.ucl.ac.uk/ippr/journal/downloads/vol7no2/flowerindustry>. Voir également kenyaflowerfarms.wordpress.com.
Nicky Caestecker, *The impact of Fairtrade on social upgrading in the cut-Flower Industry in Kenya*, Université de Gand, 2012, http://lib.ugent.be/fulltxt/RUG01/001/895/262/RUG01-001895262_2012_0001_AC.pdf.